

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
13, place de la Paix  
15000 AURILLAC

Aurillac, le 11/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAS SALAISONS LABORIE ET FILS**

le bourg  
15290 Parlan

Références :20240402-RAPINSP-15-078-laborie\_OCP\_2024  
Code AIOT : 0005602307

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement SAS SALAISONS LABORIE ET FILS implanté le bourg 15290 Parlan. L'inspection a été annoncée le 12/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à une opération « coup de poing » organisée par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Ces contrôles, réalisés sur le mois de mars, portent spécifiquement sur les rejets des effluents aqueux.

Il est à noter qu'un contrôle au titre du PPC a également été effectué ce jour et fait l'objet d'un rapport dédié.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS SALAISONS LABORIE ET FILS

- le bourg 15290 Parlan
- Code AIOT : 0005602307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Laborie et fils est une installation de transformation et de conservation de produits carnés. Ce site, d'une quarantaine de salariés, est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral n°97-1306 du 3 juillet 1997. Actuellement le volume entrant de matières animales est de l'ordre de 4t/j. Un autre site de production soumis à déclaration est également présent dans le Lot sur la commune de Labastide du Haut Mont.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site, partiellement clos, donne libre accès à une habitation privée (ancien exploitant). Une visite plus générale du site a été effectuée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle et fait l'objet d'un rapport d'inspection dédié.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 8	Sans objet
Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 9	Sans objet
Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 9	Sans objet
Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne connaissance des documents administratifs qui encadrent le site. Il présente notamment un plan des réseaux d'eau usées. Ils sont conformes à ce qui a été constaté lors de la visite extérieure du site.

L'ensemble des eaux résiduaires du site (eaux de process et de lavage des véhicules) est traité avant rejet au réseau communautaire par un système de pré-traitement composé d'un débourbeur et d'un dégraisseur en fonctionnement le jour du contrôle. Visuellement, l'inspection constate une accumulation importante de graisses au droit des 2 compartiments de l'ouvrage de traitement malgré une fréquence de vidange régulière effectuée par un organisme spécialisé (4x/an).

Bien que la périodicité minimale d'analyse de certains paramètres et de transmission des résultats soit conforme à la réglementation, l'inspection constate des non-conformités majeures sur des dépassements de certaines valeurs de mesure voire l'absence totale d'analyse de certains paramètres obligatoires. Concernant les dépassements de certaines valeurs limites d'émission autorisées (VLE), ils sont récurrents depuis plusieurs campagnes et concernent principalement la DBO, DBO5 et les MES. Certaines de ces mesures sont parfois supérieures de 5 ou 6 fois les VLE autorisées. Il a également été constaté un débit de rejet d'environ 20m3/j non conforme à la réglementation applicable sur ce site ainsi que l'absence d'appareil de mesure du débit de rejet en continu prévu par l'article 9-4 de l'arrêté préfectoral du 03/07/97. Enfin, on constate une absence d'analyse pour les SEH et les Chlorures. Ces 2 paramètres sont importants et fortement liés aux activités de ce type d'installation. Ces éléments doivent être analysés afin d'avoir une vision plus claire de la qualité des effluents avant le rejet au réseau communal.

Concernant l'alimentation en eau potable du site, l'exploitant n'est pas en mesure de quantifier la consommation d'eau rapportée au kilogramme de viande traité. L'inspection note également un dépassement du volume d'eau potable consommé annuellement et historiquement autorisé. Sur ce point, il est demandé à l'exploitant de quantifier précisément les volumes en jeu suivant le type de besoin.

En conclusion des écarts majeurs et mineurs ont été constatés par l'inspection. Les écarts mineurs peuvent être levés par la mise en place d'actions correctives simples à mettre en œuvre par l'exploitant dans des délais rapides. Ces écarts et les délais d'exécution sont détaillés dans les fiches constats intégrées au présent rapport.

Néanmoins, concernant le dépassement récurrent de certaines VLE et l'absence d'analyse de certains paramètres prévus par la réglementation, il est demandé à l'exploitant :

- d'effectuer les analyses des paramètres manquants lors de la prochaine campagne de prélèvement prévue par le prestataire au mois de juin 2024 ;
- d'apporter des éléments précis sur les actions correctives appropriées mises en place à l'apparition de ces dépassements et de fournir à l'inspection un plan d'action détaillé des moyens à mettre en œuvre à court terme dans le but de lever cet écart majeur ;

Ce dernier constat fait l'objet d'une proposition à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser cette situation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés [...]tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection plusieurs plans des réseaux d'eaux pluviales, sanitaires et résiduaires sont présentés à l'inspection. Ces plans, à jour, sont conformes avec la réalité du terrain. Le réseau de collecte des eaux pluviales est entièrement disjoint du réseau de collecte des eaux résiduaires et de lavage des véhicules.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b>  Un ouvrage de rejet après le système de pré-traitement avant rejet au réseau communautaire est présent. Cet ouvrage, le jour du contrôle, permettait une bonne diffusion dans le milieu récepteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>

Un point de prélèvement aménagé est présent en sortie de station de pré-traitement et facilement accessible pour la prise d'échantillon.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> [...]
<b>Constats :</b> <p>La fréquence des mesures par un organisme tiers est bien respectée de manière trimestrielle et annuelle pour les paramètres de suivi de la qualité prévus par l'arrêté préfectoral du 03/07/97. Cependant, une convention de rejet signée de 2015 prévoit également une fréquence d'analyse concernant les SEH (les graisses issues du process) et les chlorures. Ces paramètres ne font pas l'objet d'analyse depuis plusieurs années. Une mesure de ces paramètres devra être prévue lors de la prochaine campagne d'analyse de l'organisme de contrôle prévue en juin de cette année. Par ailleurs, on constate également que la mesure en continu du débit rejeté n'est pas effectuée (point 9-4 de l'AP)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
<b>Prescription contrôlée :</b> Cf Article sus-visé
<b>Constats :</b> <p>Concernant le respect des VLE des paramètres de qualité des eaux avant rejet au milieu, l'inspection relève ce jour des non-conformités majeures concernant la DCO, DBO5, MES en concentration et en flux ainsi que des valeurs de débit supérieures à la limite réglementaire autorisée. Certaines valeurs de mesures sont parfois supérieures de 5 ou 6 fois les VLE autorisées. Le jour du contrôle il est constaté une forte accumulation de graisses dans le compartiment du</p>

débourbeur et celui du dégraisseur. En parallèle, une vidange partielle et totale est effectuée 4X/an par un organisme agréé. L'inspection constate un dysfonctionnement de l'ouvrage de pré-traitement. Les causes sont à rechercher par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Transmission GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  Transmission GIDAF OK
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Débit de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> mesure du débit en continu
<b>Constats :</b>  pas d'appareil de mesure présent le jour du contrôle
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Alimentation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1997, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Alimentation en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tiendra à disposition dès l'Inspecteur[...]l'état de ses consommations d'eau consignées

hebdomadairement et accompagné d'un calcul de consommation rapporté au kilogramme de viande traitée.[...]La consommation annuelle ne devra pas excéder 1380m3
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de nous présenter un registre des consommations d'eau utilisée sur l'ensemble du site sur un an. En parallèle, la consommation d'eau rapportée au kilo de viande n'est pas calculée. Enfin, d'après l'exploitant les consommations d'eau totale sur site dépassent la valeur autorisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois